

Les mobilisations ouvrières en Iran depuis la guerre de douze jours

Recul post-guerre des luttes sociales

Dans la suite immédiate de la guerre de douze jours, le choc provoqué par sa violence a également affecté les mobilisations sociales. Le lourd bilan humain, les destructions massives, la fermeture temporaire ou définitive d'une grande partie des entreprises, la perspective d'une grande récession économique, la crainte de licenciements massifs et l'incertitude quant à l'avenir ont eu raison des luttes ouvrières. Des luttes qui, avant cette guerre, étaient dans une phase ascendante.

Simultanément, le pouvoir a renforcé la répression des opposant-es et des protestations sous prétexte de chasse aux espions. Les arrestations arbitraires et les exécutions se sont multipliées. Ce qui a renforcé le climat de terreur.

La combinaison de la répression et du choc post-guerre a entraîné une nette diminution des protestations ouvrières, entre fin juin et fin juillet, avec seulement quelques grèves éparses.

La reprise des mobilisations dans plusieurs secteurs

Mais les mobilisations ont repris progressivement depuis fin juillet, et une vague de protestations/grèves monte actuellement dans plusieurs secteurs :

Dans la pétrochimie, le pétrole, le gaz, la sidérurgie, les mines et l'automobile, les travailleur.euses se mobilisent contre les non-paiements de salaires, la précarité contractuelle, les discriminations salariales, la perte du pouvoir d'achat des salaires et la dégradation continue des conditions de travail. Ils/elles réclament le paiement intégral des salaires, ainsi que la revalorisation des rémunérations et retraites, la sécurité de l'emploi, la fin des contrats précaires, la sécurité au travail, la protection sociale et la garantie de retraites dignes.

La période d'août-septembre est marquée par plus de 80 grèves et rassemblements :

- la grève des ouvriers de l'aluminium Iralco qui a dépassé 40 jours et s'est accompagnée d'une grève de la faim,
- les mobilisations répétées des ouvriers de la sidérurgie d'Ahvaz,
- la mobilisation et la grève partiellement victorieuse des travailleurs de l'automobile Zamyad,
- les travailleurs du pétrole et du gaz à South Pars, Aghajari, Khark et sur plusieurs plateformes offshore, poursuivent leurs actions hebdomadaires et grèves face au mépris du pouvoir.
- des grèves se répandent au barrage de Karoun, dans le complexe pétrochimique Razi de Mahshar, à l'usine de tracteurs de Tabriz, à l'aciérie d'Esfahan, dans les mines de cuivre et d'or de Sefid Abad.

Des retraité.es protestent contre la baisse des pensions, la réduction des services médicaux essentiels et les projets gouvernementaux qui mettraient en péril leurs caisses de retraite. Ils/elles reprennent leurs « lundis de protestation » à Téhéran, Shush, Ahvaz, Kermanshah. Les retraité.es du secteur des télécommunications rejoignent cette mobilisation.

Solidarité des travailleur/euses face à la répression

Parallèlement, le pouvoir continue d'abattre sa répression sur les travailleur/euses. En juillet, Les forces de sécurité ont attaqué l'assemblée générale du Conseil de coordination des associations d'enseignant.es à Shahreza, arrêtant plusieurs militants. Parallèlement, de lourdes peines ont été prononcées contre des enseignants à Kerman, tandis que d'autres ont été licenciés au Kurdistan pour leur engagement syndical.

Toutes les organisations ouvrières indépendantes en Iran dénoncent et condamnent cette répression, les arrestations et les peines affligées aux travailleur/euses.

Des organisations comme le Syndicat des bus de Téhéran, le Syndicat de la sucrerie de Haft Tappeh, le Conseil de coordination des associations d'enseignant.es, des Unions de retraité.es, l'Union libre des travailleur/euses d'Iran, le Comité de coordination d'aide à la création d'organisations ouvrières, etc. ont vigoureusement condamné la confirmation de la peine de mort prononcée contre Sharifeh Mohammadi, militante ouvrière et défenseuse des droits des femmes.

1^{er} octobre 2025